ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, le 23 juin 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant le Conseil consultatif pour la coopération au développement", a donné le 6 juillet 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e juni 1976 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de Raad van advies voor ontwikkelingssamenwerking", heeft de 6e juli 1976 het volgend advies gegeven :

Le projet abroge entièrement le chapitre III de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement et le remplace par des dispositions nouvelles et autonomes.

Afin d'éviter la dispersion de textes ayant un même objet, mieux vaudrait insérer les dispositions du projet dans ledit arrêté royal.

Si cette suggestion est suivie, l'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération avec les pays en voie de développement".

PREAMBULE.

Après la mention de l'article 29 de la Constitution, il y a lieu d'insérer les mentions suivantes :

"Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération au développement, modifié par les arrêtés royaux des 16 février 1965, 22 novembre et 20 décembre 1968, 14 et 22 avril 1971;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget et à la Politique scientifique, donné le 1er juillet 1976;".

Dans le proposant, il y a lieu d'écrire :
"et de l'avis de Nos Ministres ...".

.../...

DISPOSITIF.

Article 1er du projet (article 9 selon la proposition du Conseil d'Etat).

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le chapitre III et les articles 9 à 25 de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 relatif à l'organisation de la coopération au développement, modifié notamment par les arrêtés royaux des 22 novembre et 20 décembre 1968, 14 et 22 avril 1971, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Chapitre III. Composition et compétence du conseil consultatif pour la coopération au développement".

L'ordre des dispositions de l'article 1er du projet est incohérent. Il y aurait lieu de présenter ces dispositions dans un ordre plus logique.

*

En faisant référence à la représentativité, le projet crée une équivoque puisque les organisations dont ces personnes seront représentatives n'interviennent en aucune manière dans leur désignation. De toute manière, il conviendrait d'écrire "représentatives des organisations ...".

*

.../...

Au quatrième alinéa, l'expression "organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la coopération au développement" serait avantageusement remplacée par "les organisations privées qui exercent une activité dans le domaine de la coopération au développement".

La rédaction suivante est proposée :

"Dix membres seront nommés parmi les personnes représentatives des organisations privées qui exercent des activités dans le domaine de la coopération au développement".

*

Le cinquième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Cinq membres seront nommés parmi les personnes représentatives des organisations des employeurs et cinq membres parmi les personnes représentatives des organisations des travailleurs".

*

En vertu d'un amendement du gouvernement, le sixième alinéa doit se lire :

"Quinze membres sont nommés parmi les personnes attachées aux universités et aux établissements scientifiques qui s'occupent activement d'activités en rapport avec la coopération au développement".

Ce texte pourrait être rédigé comme suit :

"Quinze membres seront nommés ...
qui s'occupent activement de tâches ...".

*

.../...

La rédaction suivante est proposée pour le troisième alinéa :

"Un vice-président est désigné parmi les représentants visés à l'alinéa 4 et un vice-président est désigné parmi les représentants visés aux alinéas 5 et 6".

*

En vertu d'un amendement du Gouvernement, l'avant-dernier alinéa de l'article 1er est retiré.

Article 2 du projet (article 10).

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe 1er devraient être rédigés comme suit :

"Chaque année, le ministre doit consulter le conseil sur :

a) ... ;

b) ... concernant le budget pour l'année suivante.

Le ministre peut consulter le conseil sur toute question concernant la coopération au développement.

.../...

Le Conseil peut, ... (la suite comme au troisième alinéa du projet)".

Au § 2, le mot "cofinancement" est ambigu. Il devrait être remplacé par une expression plus claire.

La rédaction suivante est proposée pour le premier alinéa du § 2 :

"Les dix membres .... doivent être préalablement consultés sur toutes les demandes .... d'organisations privées".

Une rédaction analogue est proposée pour le second alinéa.

Article 3 du projet (article 11).

La seconde phrase du second alinéa est superflue. Par ailleurs, le texte ne précise pas comment se fera la publication des avis.

Article 4 du projet (article 12).

A cet article est est proposé de remplacer le mot "séance" par "session". La finale de cet article serait mieux rédigée comme suit :

.../...

" - les deux autres sessions ont lieu aux dates fixées par le bureau du Conseil".

Article 5 du projet (article 13).

La rédaction suivante est proposée :

"Le Conseil peut créer des groupes de travail.

Le Conseil et ses groupes de travail peuvent entendre toute personne dont l'audition leur paraît utile".

Article 6 du projet (article 14).

A l'article 1er de cet article, le mot "responsable" ne permet pas de déterminer si l'administrateur général est chargé de la direction du secrétariat du Conseil du bureau et des groupes de travail et de l'établissement de la documentation ou s'il est simplement chargé de surveiller.

Le deuxième alinéa devrait être rédigé comme suit :

"L'administrateur général assiste à toutes .... avec voix consultative".

La rédaction suivante est proposée pour le troisième alinéa :

.../...

"Le Conseil élabore un règlement d'ordre intérieur qui sera soumis à l'approbation du ministre".

Article 7 du projet (article 15).

Le Conseil d'Etat propose de reprendre la rédaction de l'article 25 de l'arrêté actuel.

Article 8 du projet (article 16).

Cet article devrait également être remplacé par la rédaction de l'article 24 actuel.

Article 9 du projet (article 17).

L'article 1er, qui n'a plus d'objet, doit être supprimé.

Le second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Les vice-présidents et membres du Conseil consultatif continueront à exercer leur mandat jusqu'au moment où il sera pourvu à la nouvelle composition du Conseil, conformément au présent arrêté".

*

.../...

Les articles 26 et suivants de l'arrêté royal du 15 janvier 1962 en deviendraient les articles 18 et suivants, l'intitulé des chapitres restant inchangé.

*

Le texte doit comporter un article chargeant le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement de l'exécution de l'arrêté royal.

Het ontwerp heft hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden in zijn geheel op en vervangt het door nieuwe en autonome bepalingen.

Opdat teksten betreffende een zelfde onderwerp niet over verschillende besluiten worden versnipperd, ware het beter de ontwerp-bepalingen in het genoemde koninklijk besluit in te voegen.

Mocht op deze wenk worden ingegaan, dan dient het opschrift als volgt te worden gelezen :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden".

AANHEF.

Na de vermelding van artikel 29 van de Grondwet moeten de volgende verwijzingen worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 februari 1965, 22 november en 20 december 1968, 14 en 22 april 1971;

.../...

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting en voor Wetenschapsbeleid, gegeven op 1 juli 1976;".

In de Franse tekst van het voordrachtformulier moet worden gelezen : "et de l'avis de Nos Ministres ...".

ARTIKELEN.

Artikel 1 van het ontwerp (artikel 9 volgens het voorstel van de Raad van State).

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Hoofdstuk III en de artikelen 9 tot 25 van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 betreffende de organisatie van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, onder meer gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 november en 20 december 1968, 14 en 22 april 1971, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk III. Samenstelling en bevoegdheid van de raad van advies voor de ontwikkelingssamenwerking".

De volgorde van de bepalingen van artikel 1 van het ontwerp is onsamenhangend. Een logischer volgorde ware gewenst.

*

.../...

Door te werken met het begrip representativiteit schept het ontwerp een dubbelzinnige toestand want de organisaties waarvoor de bedoelde personen "representatief zijn", zijn in genen dele betrokken bij hun aanwijzing. In ieder geval zou in de Franse tekst moeten worden gelezen "représentatives des organisations ...".

*

In het vierde lid kunnen de woorden "niet-goevernementele organisaties actief op het terrein van de ontwikkelingssamenwerking" gevoeglijk worden vervangen door "particuliere organisaties die werkzaam zijn op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking".

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te lezen :

"Tien leden worden benoemd uit de personen die representatief zijn voor de particuliere organisaties die werkzaam zijn op het gebied van de ontwikkelingssamenwerking".

*

Het vijfde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Vijf leden worden benoemd uit de personen die representatief zijn voor de werkgeversorganisaties en vijf leden uit de personen die representatief zijn voor de werknemersorganisaties".

*

.../...

Overeenkomstig een amendement van de Regering moet het zesde lid als volgt worden gelezen :

Quinze membres sont nommés parmi les personnes attachées aux universités et aux établissements scientifiques qui s'occupent activement d'activités en rapport avec la coopération au développement".

Deze tekst zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Vijftien leden worden benoemd uit de personen verbonden aan universiteiten en aan wetenschappelijke inrichtingen die zich daadwerkelijk bezighouden met taken in verband met de ontwikkelingssamenwerking".

Voor het actste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Eén ondervoorzitter wordt aangewezen uit de vertegenwoordigers bedoeld in het vierde lid, en één ondervoorzitter uit de vertegenwoordigers bedoeld in het vijfde en het zesde lid".

*

Krachtens een amendement van de Regering is het voorlaatste lid van artikel 1 ingetrokken.

Artikel 2 van het ontwerp (artikel 10).

Het tweede, het derde en het vierde lid van § 1 zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Ieder jaar moet de Minister de Raad om advies vragen over :

a) ...;

b) ... inzake de begroting voor het volgend jaar.

De Minister kan de Raad om advies vragen over iedere kwestie die betrekking heeft op de ontwikkelingssamenwerking.

De Raad kan ... (voorts zoals in het derde lid van het ontwerp)".

In § 2 is het woord "medefinanciering" dubbelzinnig. Het zou door een duidelijker term moeten worden vervangen.

Voor het eerste lid van § 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De tien leden ... moeten vooraf worden geraadpleegd over alle aanvragen ... van particuliere organisaties".

Het tweede lid redigere men in analoge bewoordingen.

Artikel 3 van het ontwerp (artikel 11).

De tweede volzin van het tweede lid is overbodig. Ook zegt de tekst niet op welke wijze de adviezen worden bekendgemaakt.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp (artikel 12).

In dit artikel vervange men het woord "zittijd" door "zitting". Het artikel kan dan als volgt beginnen : "De Raad houdt vier zittingen per jaar". Het slot van het artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"- de twee overige zittingen worden gehouden op door het bureau van de Raad te bepalen data".

Artikel 5 van het ontwerp (artikel 13).

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"De Raad kan werkgroepen oprichten ...

"De Raad en zijn werkgroepen kunnen iedere persoon horen wanneer zij het dienstig achten".

Artikel 6 van het ontwerp (artikel 14).

In het eerste lid van dit artikel kan uit het gebruik van het woord "verantwoordelijk" niet worden afgeleid of de administrateur-generaal belast is met het secretariaat van de Raad, van het bureau en van de werkgroepen, en met het aanleggen van de documentatie, dan wel of hij gewoon met het toezicht belast is.

Het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De administrateur-generaal woont alle vergaderingen van de Raad, van het bureau en van de werkgroepen bij met raadgevende stem".

.../...

Het derde lid redigere men als volgt :

"De Raad maakt een huishoudelijk reglement op dat aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd".

Artikel 7 van het ontwerp (artikel 15).

De Raad van State stelt voor, de tekst van het huidige artikel 25 over te nemen.

Artikel 8 van het ontwerp (artikel 16).

Dit artikel dient te worden vervangen door de tekst van het huidige artikel 24.

Artikel 9 van het ontwerp (artikel 17).

Het overbodig geworden eerste lid moet vervallen.

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De ondervoorzitters en de leden van de Raad van advies blijven hun mandaat uitoefenen tot de Raad opnieuw zal zijn samengesteld overeenkomstig dit besluit".

*

.../...

De artikelen 26 en volgende van het koninklijk besluit van 15 januari 1962 zouden de artikelen 18 en volgende worden; het opschrift van de hoofdstukken blijft ongewijzigd.

*

De tekst moet een artikel bevatten dat de Minister van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking belast met de uitvoering van het koninklijk besluit.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.